



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen - CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 13 janvier 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28 août 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Déchetterie de Rohrbach-lès-Bitche (Communauté de Communes du Pays de Bitche)**

4 rue général Stuhl  
57232 Bitche

Références : ROHRBACH-LES-BITCHE\_DECHETTERIE\_2025-01-13\_RAPVI\_MED\_JPBE\_00621  
Code AIOT : 0006208593

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 août 2024 dans la déchetterie de Rohrbach-lès-Bitche (Communauté de Communes du Pays de Bitche) implanté sur la zone activité Trinkwiese, rue Sainte-Barbe à Rohrbach-lès-Bitche 57410. L'inspection a été annoncée le 19 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Des non-conformités ont été relevées lors des visites d'inspection du 12 août 2020 et du 22 février 2022, ce qui a justifié la signature respective des arrêtés préfectoraux de mise en demeure DCAT/BEPE/N°2020-218 du 29 décembre 2020 et DCAT/BEPE/99 du 16 mai 2022. Cette visite du 28 août 2024 a donc pour objectif de vérifier que toutes les prescriptions qui ont fait l'objet des arrêtés préfectoraux de mise en demeure de 2020 et 2022 sont désormais respectées, et de lever les mises en demeure le cas échéant.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Déchetterie de Rohrbach-lès-Bitche (Communauté de Communes du Pays de Bitche)
- Zone activité Trinkwiese, rue Sainte-Barbe 57410 Rohrbach-lès-Bitche
- Code AIOT : 0006208593
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la déchetterie est soumise aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel modifié du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel modifié du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface/Eaux souterraines
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle      | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 4  | Valeur limite de rejet | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 (partiel) | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                                   | Autre information        |
|----|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Installations électriques                     | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19                              | Levée de mise en demeure |
| 2  | Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 (partiel) (poteaux incendie) | Levée de mise en demeure |
| 3  | Rétention des eaux d'extinction incendie      | Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV (partiel)                 | Levée de mise en demeure |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au retour à la conformité, l'inspection propose à M. le préfet de lever :

- l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°218 du 29 décembre 2020 ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°99 du 16 mai 2022.

Par ailleurs, suite à la persistance de la non-conformité aux prescriptions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 cité supra, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Installations électriques**

|                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques              |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de la dernière vérification électrique réalisée entre le 9 juillet et le 5 août 2024. Aucune non-conformité a été identifiée lors de cette vérification.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Par conséquent, l'inspection propose à M. le préfet de lever le point de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°218 du 29 décembre 2020 concernant l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 cité supra.</p>                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

## N° 2 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21 (partiel)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 22 février 2022, l'exploitant a installé un second poteau incendie, placé de telle manière qu'il se situe à moins de 100 m de l'ensemble de la déchetterie. Le premier poteau incendie, plus éloigné de la déchetterie, ne permet de couvrir que l'entrée du site (dans le rayon de 100 m prescrit dans l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 cité supra).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Par courriel du 19 juillet, l'exploitant a transmis la dernière vérification des poteaux incendies. Ils présentent tous deux un débit de 72 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Par conséquent, l'inspection propose à M. le préfet de lever le point de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°99 du 16 mai 2022 concernant l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 cité supra.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

### N° 3 : Rétention des eaux d'extinction incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29-IV (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage rétention des eaux d'extinction incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p>                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite du 22 février 2022, l'exploitant a fait construire un bassin externe de rétention des eaux d'extinction incendie en contrebas de la déchetterie, d'une capacité d'environ 180 m<sup>3</sup> (120 m<sup>3</sup> exigés au titre de l'article 21 de l'AM du 26/03/2012).</p> <p>Par courriel du 19 juillet, l'exploitant a transmis l'attestation de fin de travaux du 9 novembre 2023. La prescription est respectée.</p> <p>L'inspection a constaté la présence du bassin lors de la présente visite.</p> <p>Par conséquent, l'inspection propose à M. le préfet de lever la partie de l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°99 du 16 mai 2022 concernant le point IV l'article 29 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 cité supra.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

### N° 4 : Valeur limite de rejet

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de rejet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH entre 5,5 et 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li> <li>- température &lt; 30 °C ;</li> </ul> |

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO5 : 800 mg/l.

[...]

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

[...]

#### **Constats :**

Lors de la visite du 22 février 2022, l'inspection avait constaté le respect des valeurs-limites concernant les matières en suspension notamment. Le point relatif au respect de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 visé dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°218 du 29 décembre 2020 peut être levé.

Pour autant lors de cette même visite, l'inspection avait constaté que toutes les substances telles que décrites ci-dessus n'étaient pas analysées.

Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis un contrôle des rejets des eaux résiduaires effectué le 21 décembre 2023.

Le point de prélèvement se situe au niveau du décanteur-déshuileur, juste avant la sortie du site des eaux résiduaires.

L'inspection observe que les valeurs limites de rejet du pH, de la température, des matières en suspension, de la DCO, de la DBO5 et hydrocarbures totaux sont conformes aux valeurs de l'arrêté ministériel précité.

Pour autant, l'inspection constate qu'il manque l'analyse de divers produits polluants (indice phénols, chrome hexavalent, cyanures totaux, AOX, arsenic, métaux totaux).

L'exploitant indique qu'un nombre réduit de paramètres est analysé chaque mois, mais qu'un contrôle complet est programmé à la mi-septembre 2024.

L'inspection demande de lui transmettre le rapport de cette vérification.

Par courriel du 11 décembre 2024, l'exploitant envoie à l'inspection l'analyse issue des prélèvements du 2 décembre 2024. Les paramètres déjà manquants de l'analyse de 2023 sont toujours manquants.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de se conformer aux prescriptions ci-dessus rappelées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois